

ou, du moins, à un rythme qui permette de ravitailler en vivres et en matériel de guerre nos armées et celles de nos alliés sur les champs de bataille étrangers. Si cette voie maritime avait été ouverte, nous aurions pu faire beaucoup mieux. Des navires auraient été construits dans plusieurs chantiers à l'intérieur du pays.

N'oublions pas que les villes de Windsor et Détroit se rangeaient au premier rang comme arsenaux de l'Amérique, suivies de près par Toronto et Hamilton. Des croiseurs, des destroyers et des navires marchands de dix tonneaux pourraient être construits dans ces ports des Grands lacs, à l'abri et loin des menaces de l'invasion; on y ferait le chargement des vivres, des munitions et des engins de guerre, tandis que les convois pourraient se former dans les eaux du Saint-Laurent.

À l'époque où le projet était nouveau, on n'y songeait qu'en vue du transport par eau du blé et des minerais, de la navigation fluviale et d'aménagements portuaires, tandis qu'aujourd'hui, tant pour la ménagère dans sa cuisine que pour l'ouvrier à son usine, ce projet de canalisation signifie plus d'électricité, plus de chaleur, plus de force hydraulique, et partant, plus de confort, plus de vitesse, plus d'énergie et plus d'économie. Ne constatons-nous pas aussi que, dans un nombre toujours croissant de demeures, l'horloge de la cuisine marche à l'électricité et nous ne voulons pas qu'elle arrête.

Sur le parcours de cette voie fluviale, il y a une dénivellation d'environ 85 pieds et 2,200,000 c.v. d'énergie électrique latente, ce qui n'obvie aucunement à la nécessité d'ériger des usines à vapeur dans diverses parties du Canada, afin d'augmenter la production d'énergie électrique. L'exploitation hydraulique suffira à assurer toutes les charges d'énergie essentielle; mais pour parer à l'urgence de charges maximums, il faut recourir à la production au moyen de la vapeur, à des endroits bien choisis. Je propose instamment qu'on entreprenne ce projet sans tarder.

L'année 1948 a été favorable au Canada. On y a atteint les plus hauts niveaux de production et de commerce extérieur en temps de paix. Le revenu et l'embauchage ont été plus élevés que jamais. Toutefois on a constaté à l'évidence que notre prospérité nationale dépend de notre commerce avec l'extérieur. Le Canada est aujourd'hui un des trois premiers pays du monde au point de vue de l'industrie et du commerce.

Malgré le bouleversement mondial qui a résulté de la guerre, notre Gouvernement a réussi à obtenir pour l'industrie du pays l'énorme volume de matière brutes et de marchandises de fabrication qu'il faut pour

faire fonctionner les usines d'une manière aussi suivie et aussi efficacement que possible. Le consommateur a pu, lui aussi, s'approvisionner régulièrement en articles utiles et en ces denrées de luxe qu'exige notre haut niveau d'existence et que trop souvent on jugeait disponibles à tout jamais.

La confiance qu'inspirent les institutions canadiennes se traduit par l'augmentation rapide des placements dont le Canada a été le théâtre durant l'année dernière. La découverte et l'exploitation de nos ressources naturelles et de nouvelles matières premières se poursuivent, témoins les riches gisements de minerai de fer de Québec et du Labrador, les gisements d'uranium des Territoires du Nord-Ouest et les nouveaux champs pétrolifères de l'Alberta. Le Canada peut envisager avec optimisme le plein essor d'entreprises aujourd'hui dans leur enfance.

Le Canada est un pays commerçant. Il a plusieurs nouveaux produits à offrir au monde. Il a également besoin d'une plus grande liberté pour acheter sur les marchés internationaux, parce que son niveau élevé d'existence et la diversité ainsi que la complexité accrues de l'industrie canadienne exigent les meilleurs produits que le monde puisse offrir.

Par suite de son développement industriel rapide, le Canada occupe un rang plus élevé parmi les peuples et les nations de la terre. Avec l'accroissement de la puissance naissent de nouvelles responsabilités. Nous nous sommes employés avec ardeur à nous acquitter de cette obligation morale. Le Canada se rend compte qu'il a intérêt à participer partout où la chose est possible au soulagement et à la guérison des maux causés par la guerre et à aider au relèvement matériel et moral des pays nécessiteux.

Le citoyen canadien, c'est-à-dire à raison de tant par tête, a contribué plus que tout autre citoyen du monde au relèvement matériel et financier des pays dévastés. Certes, c'est le gouvernement de l'époque qui a mené les enquêtes nécessaires, qui a entrepris les pourparlers et contracté des engagements. Mais c'est à la population canadienne que revient tout le mérite puisque c'est elle qui, ayant découvert les besoins des pays dévastés, a confié un mandat au gouvernement et l'a appuyé loyalement dans son œuvre de secours. Il reste encore une longue ascension à faire avant d'atteindre le pinacle de la paix. Le Canada peut néanmoins, sans vanité ni prétention, regarder les pèlerins qu'il a préparés pour la montée.

Le Canada, au début de l'année 1949, est fort, résolu. Il s'attaque avec confiance aux problèmes de l'avenir; assuré du zèle de la population, vigoureux, modeste et aguerri,